

LE « *TOUT VA BIEN* » DE JEAN MICHEL BLANQUER NOUS ENVOIE DANS LE MUR



La réunion de ce jeudi matin 1er avril entre les organisations syndicales et le cabinet du ministre Blanquer est loin d'avoir apporté des réponses à nos questions légitimes. Pour la CGT Éduc'action, la fermeture des écoles et établissements scolaires (alternance d'enseignement distanciel et de vacances sans zonage) est certes une réponse sanitaire nécessaire mais c'est surtout un nouveau camouflet pour JM Blanquer. C'est le résultat du déni dans lequel il s'est enfermé depuis des semaines malgré la dégradation de la situation, les alertes lancées par les personnels et les organisations syndicales, mais aussi de son inaction et des faibles décisions sanitaires prises par son ministère.

COMMUNIQUÉ

Depuis des semaines, nous alertons sur la hausse des contaminations en milieu scolaire et exigeons des mesures concrètes pour préserver la santé des personnels, des élèves et des familles : recrutements massifs immédiats de personnels pour permettre le travail en effectifs réduits et assurer les remplacements (surtout dans le 1er degré), demi-jauge généralisée des classes en lycée et collège, recrutement de personnels de vie scolaire pour faire appliquer le protocole, distribution de masques chirurgicaux (a minima) gratuits aux élèves et personnels, travaux pour permettre l'aération... Mais à part quelques assouplissements sur la demi-jauge et des recrutements de contractuel-les, rien n'a été fait par le ministre et les brassages de groupes dans le 1er degré ont accéléré les contaminations et fermetures de classes. En prônant sans cesse le « tout va bien » sans mesures fortes et en minimisant systématiquement les chiffres de contamination, JM Blanquer n'a rien anticipé et s'est enfermé dans une posture politique. En restant sourd aux préconisations des organisations syndicales, le ministre est aujourd'hui le principal responsable de cette fermeture inéluctable des écoles et établissements scolaires. Pour la CGT Éduc'action, c'est un immense gâchis pour les élèves, les personnels et les familles.

Après la réunion de concertation de ce jour, la CGT Éduc'action rappelle que les personnels n'ont aucune obligation à se rendre dans leurs écoles et établissements durant les semaines de continuité pédagogique.

Il y a désormais urgence à aider les équipes dans la mise en place de cette nouvelle phase d'enseignement à distance car rien n'a été fait depuis un an pour l'anticiper. La fracture numérique subie par les élèves (issue-es particulièrement de milieu modeste) n'a été ni abordée, ni résolue. De même, rien n'est prévu pour s'attaquer aux conséquences néfastes du décrochage que beaucoup d'élèves vont affronter à nouveau. Cette inaction ministérielle assumée va une fois de plus fragiliser les élèves déjà précarisé-es et c'est inacceptable.

La CGT Éduc'action demande donc au ministre de travailler dès maintenant à la réouverture sécurisée des écoles et des établissements scolaires afin de garantir pleinement la santé de tout le monde. Des mesures concrètes et efficaces répondant aux attentes sanitaires et pédagogiques des équipes et des usager-ères sont indispensables. Cela passe, entre autre, par la fourniture gratuite de matériel efficace de protection sanitaire aux personnels et élèves (masques chirurgicaux...), l'adaptation des lieux et des temps de scolarisation, l'aménagement indispensable des programmes pour l'année prochaine, mais aussi la prise en compte de la situation sanitaire pour les examens de fin d'année : aménagement des sujets de bac et des modalités de l'EAF, neutralisation du grand oral et du chef d'œuvre en LP, prise en compte des périodes de formation en milieu professionnel non réalisées... L'heure n'est plus à la demi-mesure.

Montreuil, le 1er avril 2021